

CONFERENCE DU PRINCE MOULAY HICHAM

Questions - réponses

- - **Mustapha Tossa (R.M.C):** Le portrait du monde arabe brossé par Votre Altesse, baigne dans un contexte politique que vous avez appelé, à un certain moment, islamiste. Je voudrais vous inviter Altesse, à réfléchir avec nous à haute voix, sur la nécessité ou non, de connaître ou de légaliser les partis à vocation islamiste, le monde arabe étant traversé par ces forces islamistes. Comment, à votre avis, leur donner la possibilité de s'exprimer sans recourir à la violence?
- **S.A. le Prince Moulay Hicham:** C'est plutôt une tâche ardue. Mon exposé a mis l'accent sur une certaine relativité s'agissant des partis islamistes. D'ailleurs la situation change d'un pays à l'autre. Elle change aussi selon que la question a été traitée avant ou après l'aggravation du problème. En amont ou en aval. Quand le phénomène est reconnu en amont, c'est-à-dire avant que la situation ne se détériore, et lorsqu'on fait associer tout le monde à la construction d'un processus démocratique et que chacun trouve une place dans le jeu démocratique, il est évident que les évolutions s'effectuent dans la souplesse et la fluidité.

Maintenant chaque pays a sa spécificité. Le contexte algérien se prêtait-il à une telle vision ? Aurait-il été plus sage de permettre au FIS d'exercer le pouvoir et de gouverner avant d'interrompre le processus comme cela a été fait ? Cela aurait-il pu éviter au peuple algérien les souffrances endurées ? Il n'y a que les Algériens qui peuvent répondre à ces questions.

Mais de manière générale, il serait de bonne politique d'adopter un système politique ouvert qui permette de juger les capacités gestionnaires des mouvances islamistes et qui décline les limites de leur discours dont le référentiel est un projet de société très ancien. C'est un projet dépourvu de moyen permettant la gestion du pays et qui manque de l'outil économique pour assurer une certaine continuité de l'Etat.

Il faut, à mon sens, tirer les leçons de ces précédents et concevoir des solutions de rechange. Je pense à l'élaboration de certains schémas institutionnels, utilisés du reste dans d'autres contextes où se confrontent des forces centrifuges. Il s'agit de la loi proportionnelle. Celle-ci offre une formule parfaitement adaptable. Elle a été utilisée avec succès en Afrique du Sud pour intégrer politiquement l'Inkatha Zoulou. Aucune raison pour que cette formule ne prenne pas dans un contexte arabe ou musulman. Par ailleurs, il y a des impairs à éviter : par exemple il faudrait peut-être faire en sorte que les élections municipales aient lieu après les élections législatives. De telle manière qu'on ne peut pas constituer des plates-formes pour pouvoir capturer le processus démocratique. Ces mesures seraient utiles non seulement pour les groupes islamistes mais elles seraient aussi valables pour prévenir la mainmise des fiefs de la culture de la drogue. Enfin de manière générale, chaque pays présente des particularités et réclame dès lors une approche différente. L'important est d'agir avant que ne se compliquent les choses.

Je voudrais saisir cette occasion pour vous présenter mes excuses. Il m'arrive de commettre des anglicismes et donc des erreurs. Ce n'est pas à cause de la mondialisation culturelle. C'est parce que cela fait sept ans que j'étudie ces processus en anglais. Soyez tolérants.

- - **Javier Perez De Cuellar (ancien secrétaire général de l'ONU):** L'exposé du Prince a été tellement clair et complet que je ne poserais pas une question. Mais je voudrais faire une réflexion. Il ne faut pas être trop impatient en ce qui concerne le processus démocratique dans le monde islamique. Il faut que la démocratisation vienne la main dans la main avec le développement économique. Alors tant qu'il n'y a pas de développement économique, tant que les pays nantis ne font pas l'effort pour accélérer ce développement, il n'y aura pas de démocratie. Et pas seulement dans le monde islamique. Je viens moi-même d'une région et d'un monde qui a tant d'affinités avec le monde islamique et tout particulièrement avec le monde arabe. Pour des raisons que nous connaissons tous très bien. De toute façon, il faut faire un grand effort - et le Prince est d'accord avec moi et je le sens - du côté des pays en voie de développement. Nous ne faisons pas un effort coordonné pour obtenir que l'Afrique subsaharienne accède à un développement. Pourquoi alors, voudrions-nous accélérer sa démocratisation sans fournir l'effort en faveur de son développement. Les deux processus doivent évoluer de pair pour obtenir la démocratisation dans le monde islamique.

- - **Thierry de Montbrial, directeur de IFRI (Institut Français des Relations Internationales):** Je partage le point de vue de M. Perez De Cuellar. Je pense que Son Altesse aussi.
- **S.A. le Prince Moulay Hicham:** Pas tout à fait. Dans les années 80, il y a eu un grand débat autour du modèle asiatique. D'aucuns soutenaient que ce modèle étant capable de créer une croissance économique accélérée allait faciliter l'avènement de la démocratie. Ce modèle a échoué bien qu'il s'appuie sur une pensée de droite et néolibérale. En Indonésie et en Malaisie, le modèle a subi un échec retentissant. Pourquoi? Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Un Etat fort et autoritaire génère les mêmes dérapages: Clientélisme, népotisme, passe-droits ... des mécanismes sont ainsi créés qui menacent la croissance économique et hypothèquent durablement le développement. Cette réflexion, vous la retrouverez partagée par les économistes qui répugnent de s'aventurer en politique.

A mon avis, le meilleur chemin qui mène à la réussite économique, c'est un système politique transparent et une société civile vibrante et agissante dans laquelle des groupes vont rivaliser avec des programmes politiques qu'ils soumettent à l'appréciation du peuple. Celui-ci rend son verdict par les urnes. A chacun alors de s'y soumettre. C'est ainsi que s'installe l'alternance au pouvoir. Cependant, il est vrai que lorsque le développement économique atteint un certain degré, la transition démocratique est plus facile à accomplir. Mais il convient toujours de garder à l'esprit cette nuance.

- - **Le modérateur de la conférence:** La façon de réconcilier nos points de vue: quelles sont les facteurs qui permettent l'éclosion d'une société civile remplissant les conditions que vous citez? Le désastre russe prouve qu'on ne peut pas le faire du jour au lendemain.
- **Prince Moulay Hicham:** Il n'a jamais été question de le faire du jour au lendemain. S'agissant du cas de la Russie, c'est un problème qui a trait au capitalisme. Ce pays ne disposait pas d'un tissu économique

capitaliste pouvant absorber les privatisations. Nous avons alors assisté à l'éclosion d'un Etat-gangster, un Etat hors-la-loi qui a détourné le patrimoine public à des fins privées et par la même occasion a fait dérailler la transition démocratique. Cet argument peut très bien être retourné.

- - **Un citoyen marocain (parmi l'assistance):** Altesse, je voudrais vous dire tout le plaisir et tout l'honneur que j'ai de venir vous écouter et pour cela je voudrais remercier l'IFRI de m'avoir invité. J'ai eu déjà l'occasion de vous lire notamment dans deux textes que vous aviez consacrés aux mêmes problèmes. Ces textes ont révélé à la fois votre générosité naturelle, votre audace et le caractère volontariste de votre vision.

Avant de poser ma question, je voudrais au préalable dire ceci : je suis tout à fait d'accord avec M. Perez De Cuellar, étant entendu que la totalité des pays en Amérique latine avaient adopté la démocratie dès le 19^{ème} siècle. Seulement il était plus difficile à ces pays de stabiliser la démocratie et d'en faire profiter, en les faisant participer, l'ensemble des citoyens que de la proclamer. Alors, je me pose la question : Ne pensez-vous pas Altesse, au regard de l'histoire et de ses enseignements qu'une relative personnalisation du pouvoir est une nécessité historique pour les pays sous-développés. J'entends par personnalisation du pouvoir, l'exercice d'une autorité sans qu'elle soit totalitaire.

Seconde question : Je m'intéresse à la vie politique depuis 1954 et je n'ai jamais entendu autant parler des droits de l'homme et de la démocratie que de nos jours. Pourtant, les mêmes forces économiques et politiques qui demandent, souvent dans la précipitation, qu'on instaure la démocratie dans les pays en développement, exercent des pressions considérables sur ces mêmes Etats pour les amener à imiter leur modèle. Comment, dès lors, est-il possible de faire valoir les impératifs de la souveraineté du peuple lorsque vous êtes l'objet de pareilles pressions ?

- **Prince Moulay Hicham:** Je vous remercie pour les paroles aimables à mon égard. J'en suis honoré. Merci.

En ce qui concerne la personnalisation du pouvoir dans un contexte de transition démocratique, il faut souligner au préalable que tout système politique ouvert s'expose et devient vulnérable. En même

temps ce même système qui s'ouvre et dont l'exécutif tente de tout contrôler, il court des risques de régression. Il faut savoir, dans le contexte d'une transition démocratique, concilier entre les deux approches. S'agissant de l'Amérique latine que vous évoquiez tout à l'heure, son parcours est fort différent du monde arabe. La démocratie dans ce continent a été au XX^{ème} siècle un processus de restauration. Chez nous, il n'y a pas eu de précédents démocratiques. Le processus est nouveau. En Amérique latine, il y a eu une accumulation de la conscience démocratique. Au Chili ou ailleurs, la population garde en mémoire ce que c'était la démocratie avant Pinochet. Leurs parents s'étaient familiarisés avec les pratiques démocratiques. Les luttes engagées se faisaient pour un retour à l'état initial. Les gens savaient où ils allaient. Notre cas est différent. Notre quête démocratique ne suit pas le même cheminement et ne dispose pas de précédents historiques. Les choses se compliquent lorsque nous sommes exposés à toutes sortes de débats et d'idées généralement erronés. En ce qui concerne l'exacerbation de la souveraineté dans un contexte de transition démocratique, elle présente un énorme problème en raison de la situation inconfortable dans laquelle se trouve l'Etat-nation dont l'action se trouve diluée dans diverses pressions. D'une part l'Etat doit faire face à une situation économique très difficile en composant avec les pressions, en amont du système international et de l'architecture qui est celle de son capital. Et d'autre part l'Etat se trouve confronté, en aval, aux attentes et aux revendications politiques et économiques du peuple.

C'est un contexte totalement différent de ce qui prévalait dans les années 70 ou 80. A l'époque, les transitions avaient, elles-mêmes, créé les problèmes économiques. Parce qu'il y a toujours en pareilles situations des attentes à satisfaire, des déficits sociaux à combler. Alors que la productivité prend aussi, en période de transition, une tendance baissière.

Seulement, le contexte des années 70/80, les pays pouvaient encore prendre des crédits et bénéficier d'une certaine aide internationale. Ce qui permettait d'enclencher une transition démocratique, de la mener à son terme et faire redémarrer ensuite la machine économique. De nos jours ce schéma n'est plus possible. Il n'est plus dans les moyens appréhés par l'environnement local et international la possibilité de reproduire un tel processus. Dès le commencement d'une transition celle-ci ne peut contourner les privatisations qu'impose la restructuration économique. On ne peut plus tenir devant l'ampleur des mouvements sociaux, un discours apaisant et moralisateur en appelant au calme et en mettant en garde contre les dérapages. Tout

cela est révolu. Le monde a bien changé et il faut le prendre comme tel. Il faut composer avec la mondialisation. Je n'ai rien contre la mondialisation. C'est une direction irréversible prise par l'humanité. Il y a aussi le problème de plus en plus difficile de l'hégémonie de la technologie. Je pense que cette mondialisation doit être au service de l'humanité et non le contraire.

Les regroupements régionaux sont très importants, ils permettent de compenser les faiblesses de l'Etat-nation dans le cadre de cette mondialisation qui déforme la citoyenneté. Mais il se crée, sous nos yeux, à Seattle, une autre forme de mondialisation. Ce qui se passe actuellement à Seattle n'est pas une kermesse ou une foire dans la rue. C'est une mondialisation venant du bas. Mais le problème avec elle, c'est qu'elle prendra du temps avant qu'elle ne puisse se matérialiser pour donner naissance à un nouveau contrat social.

Le regroupement régional est à même de fournir à l'Etat-nation un bouclier derrière lequel il peut se prémunir pour mieux négocier, dans ce champ de bataille de la mondialisation, avec les forces du capital. En regroupant leurs forces, les Etats-nations peuvent se créer une ligne de défense économique pour mieux amortir le choc économique, qui risque de faire des dégâts lorsque vous êtes dans un contexte de transition.

Je pense enfin que la mondialisation est pour beaucoup dans l'exacerbation ethnique. En touchant l'Etat, elle touche le site dans lequel est logée la nation qui détermine le système identitaire collectif. Ce système étant mis en difficulté ne réussit plus à maîtriser les gens qui s'y identifient. Ces derniers se mettent alors à assumer d'autres identités : l'identité européenne par exemple ou l'identité d'être intégriste musulman.

- - **Thierry de Montbrial:** Le nombre de personnes qui souhaitent poser des questions dépasse largement le temps qui nous est imparti ce soir, c'est pourquoi je vais limiter le nombre d'intervenants et je donne tout de suite la parole à Leïla Chahed.
- - **Leïla Chahed (Représentante de l'Autorité palestinienne à Paris):** Merci Moulay Hicham pour la stimulation que vous avez suscité en nous, surtout pour le courage avec lequel vous le faites. Cela nous réchauffe le cœur pour la génération à venir. Ce qui m'a le

plus impressionné dans votre exposé, c'est votre vision dynamique des choses. Une dynamique dans le temps et dans l'espace. Je souligne en particulier que vous avez, justement, dans la dimension dynamique de l'espace, affirmé que cette démocratisation n'est pas seulement dépendante de l'évolution de nos sociétés du Sud, mais du genre de coopération que nos partenaires régionaux vont adopter dans leurs relations avec nous.

Ma question : Est-ce que vous avez un réel sentiment, en se plaçant dans la vision de Barcelone, qu'il existe une réelle écoute au niveau de la réflexion sur le partenariat euro-méditerranéen ?

- **Prince Moulay Hicham:** Dans le cadre du processus de Barcelone, les deux camps présentent des déficiences. Je pense que l'Europe ne fait pas assez pour nous comprendre et de notre côté, nous sommes peu convaincants. Or, l'aire méditerranéenne se prête à développer un modèle de partenariat. L'espace est propice pour un partenariat croisé. Le problème du côté européen, c'est qu'il ne saisit pas la nécessité de gérer les rapports avec un Maghreb désuni: Maroc, Algérie, Tunisie, Libye.

De notre côté, nous préférons pour l'instant négocier séparément. A l'image de nos relations ponctuées de dissensions et de malentendus.

Il serait plus avantageux pour l'Europe de nous gérer en tant que groupe qui présente d'ailleurs des complémentarités économiquement performantes. C'est le cas de l'Algérie et la Libye qui ont des ressources que le Maroc n'en a pas. Il y a de quoi monter des partenaires fiables. L'Europe gagnerait en leadership mondial si elle réussit à nous aider pour nous mettre sur les rails. En attendant, les Européens doivent apprendre à nous écouter et à revoir cette fermeture de frontières qui n'arrange pas les choses. Car même si nous maîtrisons notre croissance démographique, nous continuerons pendant quinze ans à accueillir de nouveaux candidats sur le marché de l'emploi. Pour lesquels il faut avoir des débouchés. L'immigration maghrébine sera encore nécessaire pour l'Europe. Cela peut engendrer des réactions racistes, mais à la longue, on aura créé une locomotive. Il y a aussi six millions de Maghrébins qui vivent en Europe avec lesquels on pourrait faire la jonction. On pourrait avoir un Monsieur Europe.

En Palestine, vous avez un représentant de l'Europe qui est M. Moratinoir, pourquoi pas M. Xavier Solana ou quelqu'un d'autre pour

le Maghreb ? Une sorte de guichet unique pour traiter avec célérité et pour faire avancer le processus.

- - **Jamal Berraoui:** Nous avons eu droit à un discours et une conférence très intéressants. Apparemment, pour vous, Altesse, en dehors du référentiel religieux il n'y a pas de salut. Or, on peut inverser la problématique: depuis cinquante ans le monde arabo-musulman est en bute à sa relation avec la modernité, justement parce qu'il n'a pas pu se départir de ce problème. Est-ce que travailler pour aller vers la voie de la sécularisation n'est pas le meilleur moyen pour avancer même avec toutes les difficultés qu'on peut imaginer?

Deuxième question qui est en rapport : Est-ce que vous ne pensez pas que le problème aussi du retard de la démocratie est un problème de pensée politique, puisque la pensée politique dans ces pays a été façonnée par la Salafia comme réaction contre la colonisation. Cela n'a pas permis d'avoir des pensées issues du mouvement ouvrier ou issues des mouvements libéraux. C'est pour cela que nous avons toujours les mêmes blocages et la très mauvaise qualité de nos hommes politiques ?

- - **Une étudiante marocaine:** Que pensez-vous des cent jours de votre cousin, S.M. le Roi Mohamed VI?
- - **Un citoyen marocain:** Etes-vous là, Altesse, à l'IFRI en tant qu'observateur ou acteur? Est-ce que la modernité politique ne permet pas aux islamistes de militer au grand jour. Et je ne suis pas d'accord avec Berraoui. Il ne faut pas qu'il y ait sécularisation en Islam. En Occident, la démocratisation s'est faite selon le triptyque laïcité-rationalité-démocratie. La modernité se pose en d'autres termes dans le monde arabe. Cela revient à poser la question de l'utilité de la démocratie et donc enfin de compte la question de la modernité. Ceci d'une part. D'autre part, je vous trouve trop optimiste et peut-être pas assez cynique envers l'Union européenne et la mondialisation. Car s'agissant du libre-échange et des accords conclus, notamment par le Maroc avec l'U.E., l'économie marocaine, pas plus que celle des pays arabes, ne sera pas tout à fait prête dans dix ans pour subir le choc de la zone de libre-échange. Non sans raison, le parcours économique de l'Occident est exemplaire à cet

égard puisqu'il s'est développé autour du concept protectionniste. Cela se passait, alors qu'il n'y avait pas de concurrents internationaux.

- **Prince Moulay Hicham:** La mondialisation est là, on ne peut la récuser. Il convient de la gérer au mieux. Quant à la démocratie et son rapport avec la modernité, il est clair qu'il ne saurait y avoir de démocratie authentique sans modernité. Mais aller jusqu'à greffer le modèle occidental de la sécularisation sur le modèle islamique me paraît une simplification. Je perçois plutôt la laïcité dans le monde arabo-musulman comme une accommodation de la modernité. On crée progressivement des compromis et des structures pour favoriser l'accommodation et on dialogue constamment.

D'ailleurs, l'histoire de la France ne peut être greffée ailleurs en Europe. Même le mot laïc n'existe pas dans le dictionnaire anglo-saxon. Et séculier n'a pas la même traduction.

A suivre dans le prochain numéro